

qu'un film diffamatoire aurait été projeté en marge des travaux de la Conférence. Ceci eut au moins l'avance d'éviter un affrontement interafricain et de permettre la tenue de la 10^e conférence en un lieu mieux approprié, car au cœur

vivant des débats, à Harare, Zimbabwé.

*François Constantin
Marie-Laure Lambert
CREPAO, Pau*

Les émeutes du pain en Mauritanie

C'EST une histoire de taxe qui a tout déclenché. Le 18 janvier dernier, après l'instauration pour la première fois en Mauritanie de la TVA, les prix des denrées de première nécessité sont revus à la hausse par les principales fédérations de commerce du pays. Du jour au lendemain, le kilo de riz ou de farine, le litre d'huile ou d'essence ainsi que la bague de pain valent de 10 à 20 % plus cher. Il n'en fallut pas davantage pour que des manifestations de protestation éclatent, dont les plus virulentes ont eu lieu dans la capitale Nouakchott.

Dans un premier temps, le gouvernement tente de convaincre les commerçants de revenir sur les décisions prises. Il invoque la compensation qui leur est faite, car l'instauration de la TVA est accompagnée d'une annulation de deux précédents impôts dont celui sur le chiffre d'affaires. Rien n'y fait. L'augmentation des prix sera bien effective en cette veille du mois de *Ramadan*.

Les manifestations débiteront dans les quartiers populaires de la capitale. Les lycées sont le théâtre d'échauffourées qui, très vite, s'étendront dans toute la ville. Des jeunes et des moins jeunes laissent éclater leur colère en brûlant des

voitures, saccageant des commerces et en affrontant des forces de l'ordre prises de vitesse. Les partis d'opposition tentent de récupérer le mouvement et essaient d'exploiter cette révolte spontanée en critiquant « la gestion népotiste des ressources de l'État » par le président ould Taya. En conséquence de quoi l'opposition appelle à manifester contre « les lots quotidiens que nous réserve le régime en place ».

Dans l'attitude virulente de l'opposition, le pouvoir y voit une amorce d'un bras de fer qu'on veut lui livrer. Sa réponse dépasse alors toutes les attentes. Il instaure un couvre-feu nocturne, quadrille toute la capitale par la gendarmerie et la garde nationale et procède à l'arrestation des leaders de l'opposition dont ses deux principaux : Ahmed ould Daddah, secrétaire général de l'UFD-Ere nouvelle et Hamdi ould Mouknass, président de l'UDP (Union pour la démocratie et le progrès.)

« Un complot organisé »

Le pouvoir crie également au complot organisé de l'extérieur, selon lui. Il voit dans la prise de position de l'ancien président de la République, Moktar ould Daddah,

qui s'exprimait là pour la première fois publiquement depuis sa destitution en 1978, une preuve supplémentaire d'une manipulation venant de l'étranger.

De Nice où il réside depuis une dizaine d'années et dans une déclaration rendue publique le 24 janvier, l'ancien chef de l'État mauritanien fait observer que « *la décomposition des institutions étatiques, l'aggravation des conflits ethniques (...)* la gravité de la situation sociale font craindre le pire ». Voulait-il dire dans la continuité des émeutes que la Mauritanie était en train de vivre ou parlait-il d'un avenir certain ? Toujours est-il que cette déclaration reçut un accueil mitigé. Alors que les événements commençaient à se tasser ce 24 janvier, le régime tente de se rassurer auprès des chancelleries occidentales et ne veut croire au retour du « père de l'indépendance », aujourd'hui septuagénaire. D'autres destructeurs ne comprennent pas le mutisme observé par Moktar ould Daddah en des périodes beaucoup plus dramatiques que vécut la Mauritanie ces seize dernières années, notamment au printemps 1989 (1).

Le retour sur la scène politique de l'ancien président de la République n'a pas suscité que des réserves et les plus enchantés se trouvent du côté des deux principaux partis de l'opposition. Toutefois, ce « come-back » semble avoir été préparé (2) et les manifestations de janvier 1995 en ont constitué un cadre inespéré. Moktar ould Daddah ne pouvait que saisir l'occasion.

(1) En avril 1989, de tragiques affrontements ont eu lieu entre populations sénégalaise et mauritanienne. Des centaines de morts de part et d'autre du fleuve Sénégal et des dizaines de Negro-mauritaniens demeurèrent dans l'incapacité de regagner leur pays.

A qui la faute ?

Au-delà de cette polémique, demeure le problème du dénuement et de l'écart grandissant entre les ressources des Mauritaniens, là où se trouvent les réelles causes des mouvements de protestation du mois de janvier dernier. Aux mains de l'équipe dirigeante du pays, la manne issue des ajustements financiers n'a pu servir pour assainir une économie bien malmenée par tous ceux qui se sont succédé à la tête du pays depuis son indépendance.

En octobre 1992, le Fonds monétaire international avait exigé une dévaluation de l'ouguiya, la monnaie mauritanienne. Des violences s'ensuivirent et le pouvoir avait sévèrement réprimé les manifestants. Cette même institution internationale est à l'initiative de la mesure de généralisation de la TVA, une mesure qui a déclenché les émeutes de janvier 1995.

Empêtrée dans un cycle d'ajustements structurels, pilotée par les institutions de Bretton Woods, l'économie mauritanienne ne voit toujours pas le bout du tunnel. Elle largue ses petites gens avant que le régime en place ne les écrase avec des mesures ultra-répressives. Les manifestations de janvier dernier ont démasqué un pouvoir aux relents autoritaires : une opposition décapitée pendant quelques jours, la liberté de manifester confisquée et une presse indépendante intimidée. Qui croyait que la transition démocratique est achevée en Mauritanie ?

Moktar Gaouad

(2) Dans un entretien publié le 8 février 1995 par l'hebdomadaire *Mauritanie Nouvelles*, l'ancien Président déclare : « L'UFD et l'UDP ont un rôle spécifique à jouer en Mauritanie, et moi j'ai le mien. »